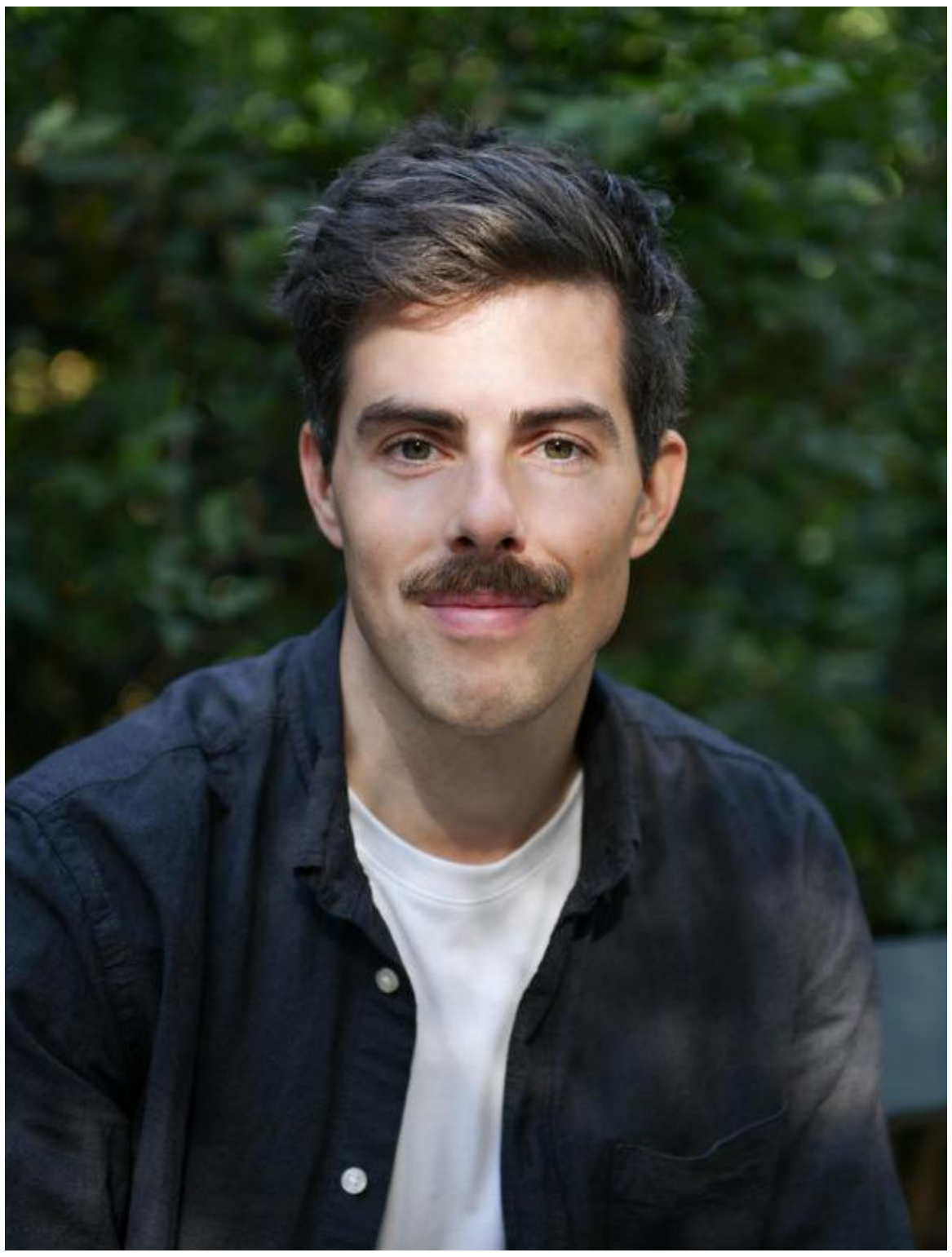
L'INVITÉ DE LA SEMAINE

Vous entendez « décroissance » et vous levez les yeux au ciel ? Prenez le temps d'écouter Timothée Parrique. Après quoi on pourra en débattre, sans préjugé ni idéologie.

ENTRETIEN

DOMINIQUE BERNS

« Nous devons sortir du capitalisme »



« Il va falloir changer notre relation au travail et à la propriété, mais aussi la façon dont nous partageons les richesses et dont nous mesurons la valeur des entreprises… » © D.R.

Un « Khmer vert », Timothée Parrique ? L'économiste français, chercheur à l'Université de Lund, en Suède, se moque bien de ces « noms d'oiseaux ». Sa réponse, argumentée, tient en moins de 300 pages : *Ralentir ou périr*, qui vient de sortir au Seuil. Il assume, et la décroissance, et la sortie du capitalisme. Nous n'avons pas le choix : si nous voulons polluer moins, nous devrons produire et consommer moins, dit-il. Et ce n'est pas un drame. Dans nos pays « riches », nous n'avons pas ou, plus exactement, nous n'avons plus besoin de croissance – comprenez : faire croître chaque année le PIB en volume – pour vivre, tous, décemment.

De votre essai, je retiens un message principal : nous devons consommer moins et produire moins – donc réduire le PIB et « décroître » – si nous voulons conjurer les crises écologiques qui menacent l'humanité. Nous devons cesser de croire à la fable de la « croissance verte » – selon laquelle il serait possible de produire plus tout en polluant moins, de « découpler » la croissance économique des atteintes à l'environnement – et ne pas mettre tous nos œufs dans le panier du Green Deal. Ai-je correctement résumé votre thèse ?

Oui, mais d'une manière un petit peu trop grossière. Un, nous avons réussi à verdir certaines productions et consommations à travers des logiques d'éco-innovation, d'éco-efficacité et de circularité. Mais nous ne pourrons pas verdir la totalité de l'économie dans les pays à hauts revenus à travers ces logiques de croissance verte qu'on a appliquées au cours des vingt dernières années. Nous devons donc planifier une réduction ciblée des productions et des consommations que nous n'avons pas réussi à verdir. Deux, le mot d'ordre est désormais à la sobriété, mais je préfère parler de « décroissance », peut-être pour être un petit peu plus provocateur, mais aussi pour appeler un chat, un chat. L'objectif n'est pas de réduire le PIB pour réduire le PIB. Mais il est inévitable qu'au terme de cette grande transformation de l'économie qui la rendra soutenable, le PIB sera plus faible dans nos pays riches, en France ou en Belgique – et ce, même si d'autres activités vont se développer.

Le Green Deal est donc un leurre ?

J'y viens. C'est mon troisième point. Verdir l'économie autant que nous le pouvons reste un impératif ; tout n'est donc pas à jeter dans le Green Deal européen. Mais, au niveau macroéconomique, le Green Deal ne résiste pas à l'épreuve des chiffres. Toute production demandera toujours une certaine quantité d'énergie et de matière ; elle aura donc toujours un impact sur les écosystèmes, même si cet impact est moindre qu'aujourd'hui. Et surtout, le temps nous est compté. Prenons l'empreinte matière, l'ensemble des matières premières mobilisées pour satisfaire la consommation finale d'un pays. En France, elle est d'environ 17 tonnes par habitant par an alors qu'elle n'aurait jamais dû dépasser le quart du niveau actuel. Est-il réaliste de prétendre que nous pourrons, en quelques années, la ramener en dessous de cette limite tout en continuant de produire plus ? Je crois que nous avons une meilleure chance d'y arriver en réduisant certaines productions et consommations, en particulier les plus polluantes.

Les opposants à la décroissance répondent que la relation positive – le couplage – entre croissance économique d'un côté, consommation d'énergie et de matières premières et émissions de CO_2 de l'autre, s'est inversée au cours des 20 dernières années dans les pays industrialisés. C'est faux ?

S'agissant des gaz à effet de serre, on constate un découplage absolu, émissions importées incluses, dans une petite vingtaine de pays, qui s'est traduit par une stabilisation ou, au mieux, par une légère baisse des émissions dans un contexte de croissance molle. Or, stabiliser ne suffit pas ; nous devons réduire nos émissions, significativement et sans attendre. Sachant que les premiers gains de verdissement d'une économie sont souvent les plus faciles à obtenir, pourrait-on faire deux, cinq ou dix fois mieux dans les années à venir ? Ce n'est pas réaliste. Certes, si nous réduisons les émissions de 2 % par an, au bout d'un temps plus ou moins long, nous atteindrons l'objectif. Mais ce sera trop tard, disent les scientifiques et le Giec. Nous sommes dans une course contre la montre si nous voulons éviter des dégradations environnementales irréversibles.

Pour certains – Luc Ferry par exemple, que nous avons interrogé récemment –, ceux qui, comme vous, prônent la décroissance seraient des « Khmers verts », des malthusiens. Vous sous-estimez, dit-il, la capacité de nos économies à innover. Pire : le choix de la décroissance ralentirait le développement de technologies décarbonées. Vous répondez ?

Ces débats pseudo-philosophiques où l'on assure, par exemple, que l'innovation nous sauvera sans jamais définir ce qu'est l'innovation, me passent un peu au-dessus de la tête. Des chercheurs, des spécialistes analysent les processus d'innovation en comptant le nombre de brevets. Ils constatent qu'une majorité d'innovations ne sont pas des éco-innovations, qu'elles viennent souvent aggraver les problèmes s'agissant, par exemple, de la construction de méga-chalutiers ou de la mise au point de nouvelles méthodes de prospection pétrolière par satellite dans l'Arctique. Il est vain de rejouer encore et toujours le débat entre malthusiens et techno-utopistes. Nous sommes face à des choix difficiles et nous avons besoin, au contraire, de définir une ligne d'action claire et concrète. Il est bien plus urgent d'identifier les biens et services, les secteurs d'activité et les régions qui ont réussi à baisser leurs émissions, et les autres où l'on ne constate aucun progrès. Pour ces derniers, il faudra nécessairement planifier une certaine décroissance.

La décroissance, assurez-vous, permettrait de garantir le bien-être de tous dans les limites de la planète. Vous avez certes raison de dire que le PIB ne reprend qu'une partie des activités humaines et exclut celles qui ne sont pas monétisables mais qui, pourtant, contribuent de manière essentielle à notre bien-être et au maintien de la cohésion sociale. N'empêche : avec la décroissance, nous serons moins riches ; et nous devrons abandonner l'espoir d'éradiquer, un jour, la pauvreté, non ?

La misère, également dans nos pays, est bien réelle. Vous sous-entendez qu'un PIB trop petit en serait la cause – autrement dit : que nous ne créons pas assez de richesse. Pour ce qui concerne nos pays, c'est faux. Pierre Concialdi, de l'Institut de recherches économiques et sociales, l'a montré pour la France par la méthode dite « des budgets de référence » (1). On commence par interroger des panels de citoyens sur ce qu'ils jugent nécessaire pour vivre décemment : de la nourriture de qualité, un logement, l'accès aux soins de santé, une crèche, un moyen de transport…

Ces débats pseudo-philosophiques, où l'on assure que l'innovation nous sauvera sans jamais définir ce qu'est l'innovation, me passent un peu au-dessus de la tête

Ces « budgets de référence » varient selon les configurations familiales et l'endroit où l'on vit – à Paris ou en province, par exemple. Par agrégation, on peut ensuite estimer le revenu national minimum nécessaire pour que toute la population vive décemment et le comparer au revenu national effectif. Ainsi, on peut déterminer si le pays produit assez de richesse. Dans nos pays, la réponse est oui. La France dégage aujourd'hui un « surplus macroéconomique » qui représente un peu plus de 40 % du revenu national. La pauvreté ne tient donc pas à un manque de revenu, de logement, de production, mais à la répartition inégalitaire de la richesse produite. Aujourd'hui, dans nos pays, la croissance économique n'est pas nécessaire pour éradiquer la pauvreté ; il suffit d'augmenter le pouvoir d'achat des pauvres, de mieux partager la richesse. Cela n'a pas toujours été le cas. Dans la France d'après-guerre, il a fallu reconstruire les routes, les logements, les écoles… – donc produire plus pour rencontrer les besoins. Mais quand on a suffisamment d'écoles, assez de médecins pour bien soigner la population, assez de nourriture pour que l'ensemble de la population ait accès à un régime sain et équilibré, etc., à quoi bon chercher à tout prix la croissance ? Dans les pays pauvres, au Sud, les choses sont différentes. Le Pakistan, par exemple, dont le tiers du territoire a été inondé – une catastrophe naturelle sans précédent – et qui doit aussi poursuivre son développement, a besoin de croissance, d'agitation économique. Pas nos pays.

L'enjeu, à vos yeux, est de sortir d'un système économique organisé autour de la maximisation indiscriminée de la valeur monétaire. Donc de sortir du capitalisme.

Oui. Nous devons réinventer le système économique. Parler d'une société post-capitaliste, c'est d'emblée – et sans ambiguïté – mettre l'accent sur la grande transformation que nous devrons mettre en œuvre : il va falloir changer notre relation au travail et à la propriété, mais aussi la façon dont nous partageons les richesses et dont nous mesurons la valeur des entreprises, et la manière dont nous décidons, ensemble, ce que nous devons produire et comment afin de satisfaire nos besoins – ce qui constitue, rappelons-le, le but de l'activité économique. L'objectif est de transformer une économie organisée par les prix et pour les profits en une économie organisée par les besoins et pour le bien-être.

(1) P. Concialdi, *What does it mean to be rich ? Some conceptual and empirical issues*, The European Journal of Social Security, March 2018.

Timothée Parrique

Timothée Parrique a étudié l'économie et les sciences de l'environnement à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, puis les sciences du développement durable à l'Université d'Uppsala, en Suède. Il a soutenu sa thèse de doctorat consacrée à « l'économie politique de la décroissance » au Centre d'études et de recherche sur le développement de l'Université de Clermont Auvergne et au Stockholm Resilience Centre de l'Université de Stockholm. Son essai *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, qui vient de paraître aux éditions du Seuil, en est tiré. Timothée Parrique est aujourd'hui chercheur à l'Université de Lund (Suède). D.B.

Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance
THIMOTHÉE PARRIQUE
Seuil, 320 p., 20 euros